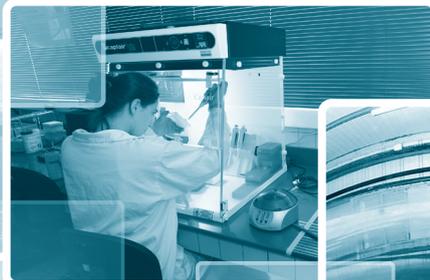


# Rapport annuel 2012



## Indicateurs d'activités





# LES INDICATEURS 2012 DE L'IFREMER

04 / LES RÉSULTATS **FINANCIERS**

10 / **LES BILANS** ET COMPTES  
DE RÉSULTATS

16 / **LES INDICATEURS** D'ACTIVITÉS

19 / LES CONSEILS ET **COMITÉS**

22 / **LES IMPLANTATIONS**

© Ifremer/S. Vandoolaeghe



# Les résultats financiers

Les ressources globales de l'Ifremer se sont élevées à 237,38 millions d'euros en 2012. Hors opérations internes<sup>1</sup>, elles s'établissent à 210,23 millions d'euros, ce qui traduit une évolution de - 3,76 millions d'euros par rapport à 2011 (- 1,76 %).

Cette évolution résulte de la conjugaison de deux facteurs : une augmentation de + 0,36 % des subventions pour charges de service public (SCSP) et un repli de - 7,52 % des ressources contractuelles comptabilisées.

RESSOURCES						
RESSOURCES CONSOLIDÉES	EXÉCUTION 2011 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL, HORS OPÉRATIONS INTERNES	EXÉCUTION 2012 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL, HORS OPÉRATIONS INTERNES	EVOLUTION 2011-2012 (EN EUROS)	EVOLUTION 2011-2012 (EN %)
Programme 187 : Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	147 072 366	68,73 %	148 812 315	70,78 %	1 739 949	1,18 %
Programme 113 : Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	3 202 262	1,50 %	2 661 057	1,27 %	- 541 205	-16,90 %
Programme 154 : Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 406 909	1,12 %	1 887 255	0,90 %	- 519 654	- 21,59 %
Programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	3 708 199	1,73 %	3 520 098	1,67 %	- 188 101	- 5,07 %
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	74 002	0,03 %	148 509	0,07 %	74 507	100,68 %
<b>RESSOURCES DISPONIBLES SUR SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC</b>	<b>156 463 738</b>	<b>73,12 %</b>	<b>157 029 235</b>	<b>74,69 %</b>	<b>565 497</b>	<b>0,36 %</b>
<b>RESSOURCES CONTRACTUELLES</b>	<b>57 532 882</b>	<b>26,88 %</b>	<b>53 203 978</b>	<b>25,31 %</b>	<b>- 4 328 904</b>	<b>- 7,52 %</b>
<b>TOTAL DES RESSOURCES DISPONIBLES HORS OPÉRATIONS INTERNES</b>	<b>213 996 619</b>	<b>100,00 %</b>	<b>210 233 212</b>	<b>100,00 %</b>	<b>- 3 763 407</b>	<b>- 1,76 %</b>
Valeur nette comptable des actifs sortis (opérations internes)	852 000		347 541		- 504 459	- 59,21 %
Dotations aux amortissements (opérations internes)	28 554 000		26 794 499		- 1 759 501	- 6,16 %
<b>TOTAL DES RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>243 402 619</b>		<b>237 375 252</b>		<b>- 6 027 367</b>	<b>- 2,48%</b>

<sup>1</sup> amortissements et valeur comptable des actifs cédés. Pour mémoire, ces écritures comptables n'ont pas d'impact sur l'équilibre budgétaire de l'institut.

Au regard de ces moyens, les dépenses consolidées de l'Ifremer pour 2012 s'élèvent à 238,47 millions d'euros et décrivent donc une évolution de - 0,85 % par rapport à 2011 (240,49 millions d'euros). Hors opérations internes, les dépenses consolidées de l'Ifremer pour 2012 s'élèvent à 211,33 millions d'euros et marquent une évolution de + 0,11 % par rapport à 2011 (211,09 millions d'euros).

L'évolution marque la stabilité des dépenses de l'institut dans son ensemble : l'écart entre les exécutions 2012 et 2011 est de 0,24 million d'euros.

Cette évolution, approchée section par section, se caractérise par une maîtrise des charges de fonctionnement (+ 2,35 millions d'euros, soit + 1,23 % par rapport à 2011) et des charges de personnel (- 0,09 %) et par un repli des opérations d'investissement (- 2,11 millions d'euros, soit - 10,26 % par rapport à 2011), sensible, notamment, à l'échelle des équipements scientifiques (- 1,34 million d'euros) acquis en 2012 et des infrastructures (- 1,42 million d'euros).

## DÉPENSES CONSOLIDÉES

DEPENSES CONSOLIDÉES (FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT)	EXÉCUTION 2011 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL	EXÉCUTION 2012 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL	ÉVOLUTION 2011-2012 (EN EUROS)	ÉVOLUTION 2011-2012 (EN %)
Dépenses de personnel (Ifremer)	110 557 787	52,38 %	110 457 064	52,27 %	- 100 723	- 0,09 %
Dépenses liées à la Flotte	38 027 737	18,02 %	40 173 952	19,01 %	2 146 216	5,64 %
Programmes scientifiques	40 167 145	19,03 %	39 198 498	18,55 %	- 968 647	- 2,41 %
Moyens des laboratoires- infrastructures	17 073 103	8,09 %	15 771 667	7,46 %	- 1 301 436	- 7,62 %
Dépenses de soutien	4 443 673	2,11 %	4 403 612	2,08 %	- 40 061	- 0,90 %
Opérations transverses : PGI			500 000	0,24 %	500 000	NS
Amortissements de l'exercice - charge d'exploitation	820 384	0,39 %	820 384	0,39 %		-
<b>TOTAL GÉNÉRAL HORS OPÉRATIONS INTERNES</b>	<b>211 086 829</b>	<b>100,00 %</b>	<b>211 325 178</b>	<b>100,00 %</b>	<b>238 348</b>	<b>0,11 %</b>
Amortissements de l'exercice - opérations internes	28 553 540		26 794 499		- 1 759 041	
<b>TOTAL DES DÉPENSES (CONSOLIDÉES)</b>	<b>240 492 703</b>		<b>238 467 218</b>		<b>- 2 025 486</b>	

Au bilan, l'exécution financière de l'Ifremer se traduit par les éléments suivants :

- le compte de résultat présente un solde bénéficiaire de 0,18 million d'euros
- le fonds de roulement est abondé à hauteur de 0,61 million d'euros.

# Ressources

## FONCTIONNEMENT

Les ressources de fonctionnement de l'exercice 2012 s'élèvent à 220,21 millions d'euros, ce qui traduit une baisse de - 1,04 % de ces ressources par rapport à l'exercice 2011 (222,53 millions d'euros).

Hors opérations internes, ces ressources de fonctionnement s'élèvent à 193,07 millions d'euros et sont donc stables par rapport à l'exercice 2011 (193,12 millions d'euros).

L'évolution entre les deux exercices du montant des subventions pour charges de service public (SCSP) constatées résulte pour l'essentiel des éléments suivants :

La quote-part de la subvention allouée par le ministère de la Recherche affectée au fonctionnement s'élève à 135,62 millions d'euros, pour 131,91 millions d'euros en 2011. Cette augmentation de + 3,73 millions d'euros par rapport à 2011 tient, pour l'essentiel, aux mesures particulières prises par l'État et le ministère au titre du financement des très grandes infrastructures de recherche (TGIR - + 3,03 millions d'euros par rapport à 2011).

La subvention pour charges de service public allouée par le ministère de l'Écologie au titre de la gestion des milieux et de la biodiversité (action 7 du programme 113) s'élève à 2,27 millions d'euros, en repli si on la rapproche de la subvention constatée en 2011 (3,20 millions d'euros). Cette baisse est directement liée à la programmation des travaux de mise en œuvre de la directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin ».

La subvention pour charges de service public allouée au titre du programme 154 (économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires) s'élève à 1,89 million d'euros en 2012. Comme en 2011, la convention-cadre, qui décrit les relations entre l'institut et la Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture, reste axée autour des problématiques et missions halieutiques et aquacoles.

La subvention pour charges de service public allouée par le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt au titre du programme Sécurité et Qualité sanitaires de l'alimentation s'élève à 3,52 millions d'euros et reste stable par rapport à 2011 (3,71 millions d'euros).

Les ressources contractuelles de fonctionnement comptabilisées s'établissent à 49,62 millions d'euros, soit - 2,37 millions d'euros par rapport au montant comptabilisé en 2011. Pour autant, le poids de ces ressources, rapproché du total des ressources de fonctionnement (hors opérations internes), reste significatif : il s'élève à 25,70 %.

La baisse la plus significative est celle enregistrée au niveau des cofinancements obtenus auprès de l'Union européenne et des partenaires internationaux. Mais elle tient, pour l'essentiel, à l'officialisation tardive de la participation de l'Union européenne au financement du programme national de collecte, de gestion et d'utilisation des données dans le secteur de la pêche (DCF) et donc à la comptabilisation partielle des ressources attendues à ce titre en 2012.

En ce qui concerne les autres partenaires de l'institut, on soulignera l'augmentation de la participation de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et des entreprises privées au financement des programmes scientifiques avec, notamment, au crédit de l'ANR, les cofinancements obtenus dans le cadre du programme CongoLobe (étude des écosystèmes profonds des lobes terminaux de l'éventail sous-marin du fleuve Congo) et le niveau des abondements Carnot Édrome constatés en 2012.

En termes de missions partenariales avec des entreprises privées, ayant un impact particulièrement important sur le niveau des recettes comptabilisées, on citera les missions :

- Futuna, projet de recherche au large de Wallis et Futuna entrepris en association avec Technip et Eramet, exécuté à hauteur de 2,62 millions d'euros dans les comptes 2012 ;
- Magic, projet commun à l'Ifremer, l'IUEM, l'université de Lisbonne et Petrobras, qui s'inscrit dans l'étude de la structure profonde des marges au large du Brésil, comptabilisé à hauteur de 4,27 millions d'euros ;
- Manopi, programme de recherches technologiques permettant la localisation d'épaves, issu d'une coopération entre la société Alcen et l'Ifremer ;
- ou encore deux programmes de recherche en partenariat avec Total : l'étude géotechnique dans le golfe de Guinée (programme Egina) et la mise en œuvre d'observatoires de fonds de mer en zone Usan (programme Horus Usan).



# Investissement

Les ressources d'investissement 2012 s'établissent à 17,16 millions d'euros. Elles sont inférieures à celles exécutées en 2011 (- 3,71 millions d'euros), en cohérence avec un niveau de cofinancement 2011 adossé à des opérations conséquentes et, en tout premier lieu, à la rénovation de la station de Bouin.

Outre une quote-part de la subvention pour charges de service public au titre de la mission 187 établie à 13,19 millions d'euros, les ressources 2012 prennent en compte le financement, par le ministère en charge de l'Environnement, du dépôt d'un permis d'exploration sur les amas sulfurés en Atlantique dans la zone Internationale (0,39 million d'euros).

Les ressources contractuelles intègrent ensuite les cofinancements d'opérations conduites en lien direct avec l'Agence nationale pour la recherche (ANR) et, notamment, les opérations labellisées Carnot Édrome et la poursuite du programme EquipEX NAOS (dont l'objectif est la consolidation de la participation française et européenne au réseau international ARGO de flotteurs profilants).

Les opérations cofinancées 2012 figurant dans les contrats de projet État-région (CPER) sont le programme du CETSM (Centre européen de technologies sous-marines), initié et conduit dans le cadre du CPER Provence-Alpes-Côte d'Azur et le programme Crest Argo (CPER Bretagne).



## RESSOURCES CONTRACTUELLES

ÉVOLUTION DES RESSOURCES CONTRACTUELLES PAR ORIGINE DE FINANCEMENT ENTRE 2011 ET 2012	RÉALISATION 2011 (EN EUROS)	RÉALISATION 2012 (EN EUROS)	ÉVOLUTION 2011-2012 (EN EUROS)	ÉVOLUTION 2011-2012 (EN %)
1 - État	6 537 968	5 430 066	- 1 107 902	- 16,95 %
2 - Agence nationale de la recherche	2 034 457	2 953 028	918 570	45,15 %
3 - Organismes communautaires et partenaires internationaux	14 745 523	12 578 435	- 2 167 088	- 14,70 %
4 - Collectivités territoriales et autres établissements publics	11 998 051	10 235 469	- 1 762 583	- 14,69 %
5 - Partenariat privé	12 537 002	13 426 876	889 874	7,10 %
6 - Diverses recettes	4 129 987	4 991 348	861 361	20,86 %
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>51 982 989</b>	<b>49 615 222</b>	<b>- 2 367 767</b>	<b>- 4,55 %</b>

## RESSOURCES CONTRACTUELLES

RESSOURCES CONTRACTUELLES : PART DE CHAQUE TYPE DE PARTENAIRE RAPPROCHÉE DU MONTANT TOTAL DES RESSOURCES CONTRACTUELLES CONSTATÉES	RÉALISATION 2011		RÉALISATION 2012	
	EN EUROS	EN %	EN EUROS	EN %
1 - État	6 537 968	12,58 %	5 430 066	10,94 %
2 - Agence nationale de la recherche	2 034 457	3,91 %	2 953 028	5,95 %
3 - Organismes communautaires et partenaires internationaux	14 745 523	28,37 %	12 578 435	25,35 %
4 - Collectivités territoriales et autres établissements publics	11 998 051	23,08 %	10 235 469	20,63 %
5 - Partenariat privé	12 537 002	24,12 %	13 426 876	27,06 %
6 - Diverses recettes	4 129 987	7,94 %	4 991 348	10,06 %
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>51 982 989</b>	<b>100,00 %</b>	<b>49 615 222</b>	<b>100,00 %</b>

# Dépenses

## FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2012 s'élèvent à 220,03 millions d'euros, opérations internes incluses. Hors opérations internes, le niveau des dépenses de fonctionnement est de 192,89 millions d'euros et traduit une évolution des dépenses de + 2,34 millions d'euros (+ 1,23 %) par rapport à 2011 (190,54 millions d'euros).

Les charges du personnel de l'Ifremer, y compris les dépenses d'intérim, s'élèvent à 110,46 millions d'euros en 2012, contre 110,56 millions d'euros en 2011.

Les éléments d'exécution reposent sur les données principales suivantes : l'effectif moyen annuel s'est établi à 1 280 ETPT en 2012 pour 1 309 ETPT en 2011. La rémunération moyenne des personnels en place (RMPP) des salariés de droit privé (ÉPIC) a progressé de 2 % en masse.

Les personnels sous statut EPST ont bénéficié des mesures d'augmentation de la valeur du point, d'avancement d'échelon et de mesures individuelles de promotion.

Les dépenses Flotte s'élèvent à 38,39 millions d'euros, en augmentation de + 5,11 %, soit de + 1,87 million d'euros entre les deux exercices 2011 et 2012.

L'activité 2012 se caractérise par 1 035 jours d'activité pour les navires hauturiers (1 061 jours en 2011) et 759 jours pour les navires côtiers (715 jours en 2011). L'activité s'est maintenue en dépit de deux arrêts techniques importants.

L'augmentation des dépenses s'explique essentiellement par l'augmentation des coûts des carburants (+ 13,2 % entre 2011 et 2012, soit + 0,90 million d'euro en montants).

Les autres postes de charge de l'institut sont stables en termes de montants. L'exécution des dépenses 2012 est en cohérence avec les priorités données aux équipes de développer des synergies et d'optimiser les moyens qui leur étaient alloués.

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	EXÉCUTION 2011 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL	EXÉCUTION 2012 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL	ÉVOLUTION 2011-2012 EN EUROS	ÉVOLUTION 2011-2012 EN %
Dépenses de personnel	110 557 787	58,02 %	110 457 064	57,26 %	- 100 723	- 0,09 %
Dépenses liées à la Flotte	36 525 133	19,17 %	38 392 826	19,90 %	1 867	5,11 %
Programmes scientifiques	27 178 606	14,26 %	27 551 907	14,28 %	373 301	1,37 %
Moyens des laboratoires : infrastructures	11 699 834	6,14 %	11 820 277	6,13 %	120 443	1,03 %
Dépenses de soutien	3 763 098	1,97 %	3 848 778	2,00 %	85 680 694	2,28 %
Amortissement - quote-part actifs réévalués	820 384	0,43 %	820 384	0,43 %	-	
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>190 544 842</b>	<b>100,00 %</b>	<b>192 891 237</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 346 395</b>	<b>1,23 %</b>
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	852 334		347 541		- 504 793	
Amortissements de l'exercice - opérations internes	28 553 540		26 794 499		- 1 759 041	
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>219 950 716</b>		<b>220 033 277</b>		<b>82 561</b>	

## INVESTISSEMENT

Les dépenses mandatées pour l'exercice se sont élevées à 18,43 millions d'euros (- 2,11 millions d'euros par rapport aux dépenses 2011).

Les opérations conduites au titre du programme équipements et travaux de la Flotte s'établissent à 1,78 million d'euros et sont en augmentation de + 0,28 million d'euros.

Comme en 2011, ces investissements concernent ceux indispensables au maintien en condition opérationnelle de la flotte et au remplacement des équipements scientifiques et de navigation garants du niveau de technicité requis. Dans ce cadre, on soulignera ainsi la charge liée aux arrêts techniques : la dépense d'investissement correspondante est de 0,76 million d'euros.

Les dépenses au titre des programmes scientifiques s'élèvent à 11,65 millions d'euros en 2012 (face à 12,99 millions d'euros en 2011) et se situent donc en repli de 1,34 million d'euros par rapport à l'exercice antérieur.

Cette évolution résulte d'abord du niveau de l'exécution 2011 qui intégrait, en effet, des opérations exceptionnelles, des missions qui se sont achevées en 2011 (développement du test chimique ou encore un ensemble d'opérations, toujours en cours en 2012, mais exigeant moins de moyens qu'en 2011: équipements scientifiques du CETSM par exemple).

En 2012, outre l'acquisition du permis d'exploration sur les amas sulfurés en Atlantique (0,39 million d'euros) et les équipements requis au titre de l'avancement des dossiers NAOS et ARGO, les dépenses au titre des programmes ont été engagées à des fins de jouvence des équipements et de couverture des besoins des équipes dans le cadre d'opérations cofinancées, extrêmement diverses et pluridisciplinaires.

Les moyens alloués aux infrastructures et laboratoires s'élèvent à 3,96 millions d'euros en 2012, par rapport à 5,37 millions d'euros en 2011: un niveau d'exécution et une évolution 2012-2011 témoignant d'un encadrement de la dépense et de l'achèvement en 2012 de programmes qui, en 2011, avaient fortement mobilisé les finances de l'institut, l'aménagement de la station de Bouin en constituant la meilleure illustration.

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

EMPLOIS - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	EXÉCUTION 2011 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL	EXÉCUTION 2012 (EN EUROS)	EN % DU TOTAL	ÉVOLUTION 2011-2012 EN EUROS	ÉVOLUTION 2011-2012 EN %
Flotte - Équipements et travaux	1 502 604	7,31 %	1 781 126	9,66 %	278 522	18,54 %
Programmes scientifiques	12 988 539	63,23 %	11 646 591	63,18 %	- 1 341 948	- 10,33 %
Moyens des laboratoires / infrastructures	5 373 269	26,16 %	3 951 390	21,44 %	- 1 421 879	- 26,46 %
Programmes transverses (PGI)	-		500 000	2,71 %	500 000	NS
Dépenses de soutien	677 575	3,30 %	554 834	3,01 %	- 122 741	- 18,11 %
<b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>20 541 987</b>	<b>100,00 %</b>	<b>18 433 941</b>	<b>100,00 %</b>	<b>- 2 108 046</b>	<b>- 10,26 %</b>

## INFORMATIQUE DE GESTION

Le système d'informatique de gestion de l'Ifremer est basé principalement sur le logiciel Sioux, développé en interne depuis une quinzaine d'années. Constatant qu'il devenait de plus en plus difficile d'intégrer à cette plate-forme des exigences réglementaires nouvelles, l'Ifremer a lancé une opération de refonte de ses outils de gestion, qui se traduit par deux actions :

- mise à jour technique de l'application Sioux dans une version Oracle récente et non obsolète, installée sur le serveur principal de bases de

données de l'Ifremer. Cette « migration », réalisée courant 2011 et mise en exploitation début décembre, sécurise l'application et améliore les performances globales ;

- lancement d'un appel d'offres de type « dialogue compétitif », afin d'acquérir une solution intégrée du marché pour remplacer, à terme, l'application Sioux. Les objectifs du projet sont de traduire les principaux processus de gestion en processus informatisés, d'intégrer tous les types de données (finances, ressources humaines) et de s'appuyer sur des référentiels partagés (tiers fournisseurs/clients, analytique, budgétaire, personnels, structures...). La mise en place des premiers modules du nouveau système est prévue pour fin 2013.

# Les bilans et comptes de résultats

## BILAN À LA CLOTÛRE AVANT AFFECTATION DU RÉSULTAT

BILAN	ACTIF				
	BRUT	EXERCICE 2012		EXERCICE 2011	ÉVOLUTION
		AMORTISSEMENT PROVISION	NET	NET	%
Capital souscrit non appelé	-		-	-	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>32 406 940,60</b>	<b>25 040 367,71</b>	<b>7 366 572,89</b>	<b>6 232 438,21</b>	<b>18,2</b>
Frais d'établissement	13 270,16	13 256,49	13,67	26,29	- 48,0
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits	28 996 343,89	24 816 565,79	4 179 778,10	2 909 884,56	43,6
Fonds commercial	-	-	-	-	
Autres	246 082,16	210 545,43	35 536,73	50 479,83	- 29,6
Immobilisations incorporelles en cours	740 259,54	-	740 259,54	455 353,62	62,6
Avances et acomptes	2 410 984,85		2 410 984,85	2 816 693,91	- 14,4
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>495 859 794,92</b>	<b>303 803 414,67</b>	<b>192 056 380,25</b>	<b>201 057 905,30</b>	<b>- 4,5</b>
Terrains et aménagements	7 111 050,70	803 590,65	6 307 460,05	6 225 196,94	1,3
Constructions	112 374 114,18	57 084 199,26	55 289 914,92	53 287 273,89	3,8
Installations techniques, matériel et outillage industriels	123 740 211,24	108 469 713,09	15 270 498,15	13 728 110,75	11,2
Collections	961 735,82	-	961 735,82	983 928,91	- 2,3
Navires et engins sous-marins	208 853 440,09	106 546 135,78	102 307 304,31	110 382 334,82	- 7,3
Autres	35 283 721,49	30 899 775,89	4 383 945,60	4 531 378,89	- 3,3
Immobilisations corporelles en cours	4 325 822,95	-	4 325 822,95	4 293 942,87	0,7
Avances et acomptes	3 209 698,45		3 209 698,45	7 625 738,23	- 57,9
<b>Immobilisations financières</b>	<b>6 643 991,59</b>	<b>345 451,85</b>	<b>6 298 539,74</b>	<b>6 338 077,73</b>	<b>- 0,6</b>
Participations	880 089,93	345 451,85	534 638,08	534 638,08	0,0
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	
TIAP	-	-	-	-	
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	
Prêts	5 361 154,65	-	5 361 154,65	5 425 722,64	- 1,2
Autres (dépôts et cautionnements versés)	402 747,01	-	402 747,01	377 717,01	6,6
<b>TOTAL I</b>	<b>534 910 727,11</b>	<b>329 189 234,23</b>	<b>205 721 492,88</b>	<b>213 628 421,24</b>	<b>- 3,7</b>

## ACTIF

BILAN	EXERCICE 2012		EXERCICE 2011		ÉVOLUTION %
	BRUT	AMORTISSEMENT PROVISION	NET	NET	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			-	-	
<b>Stocks en cours</b>	43 021,13	-	43 021,13	38 987,92	10,3
Matières premières et autres approvisionnements	43 021,13	-	43 021,13	38 987,92	10,3
En-cours de production biens	-	-	-	-	
En-cours de production services	-	-	-	-	
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-	
Marchandises	-	-	-	-	
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	3 712 198,18		3 712 198,18	2 739 398,52	35,5
<b>Créances</b>	59 200 542,22	1 669 112,39	57 531 429,83	53 658 015,90	7,2
Créances clients et comptes rattachés	19 770 108,21	1 669 112,39	18 100 995,82	15 203 909,37	19,1
Autres	39 430 434,01	-	39 430 434,01	38 454 106,53	2,5
Capital souscrit - appelé, non versé	-				
Créances hors exploitation	299 456,02		299 456,02	88 854,60	237,0
<b>DISPONIBILITES</b>	26 260 657,98	-	26 260 657,98	26 650 591,94	- 1,5
Banque	26 212 900,08		26 212 900,08	12 573 235,13	108,5
Caisse	5 486,54		5 486,54	19 040,22	- 71,2
Agents comptables secondaires	-		-	-	
Régies d'avances	42 221,36		42 221,36	39 165,25	7,8
Régies de recettes	50,00		50,00	50,00	0,0
Régie de l'unité Bibliothèques et Éditions	-		-	-	
Virements internes	-		-	-	
<b>RÉGULARISATIONS</b>					
Charges constatées d'avance	40 251,58		40 251,58	109 956,23	- 63,4
<b>TOTAL II</b>	89 556 127,11	1 669 112,39	87 887 014,72	83 285 805,11	5,5
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-		-	-	
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-	-	
Écarts de conversion Actif (V)	-		-	-	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + IV + V)</b>	624 466 854,22	330 858 346,62	293 608 507,60	296 914 226,35	- 1,1

**BILAN PASSIF**

	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011	ÉVOLUTION %
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital (dont versé.....)	-	-	
<b>Apports en dotations</b>	<b>1 520 345,97</b>	<b>1 520 345,97</b>	<b>0,0</b>
Dotations de l'État	291 138,30	291 138,30	0,0
Compléments de dotations de l'État	543 382,59	543 382,59	0,0
Compléments de dotations - Autres organismes que l'État	536 967,50	536 967,50	0,0
Dons et legs en capital	148 857,58	148 857,58	0,0
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-	
<b>Écarts de réévaluation</b>	<b>22 046 464,37</b>	<b>22 046 464,37</b>	<b>0,0</b>
Écarts d'équivalence	-	-	
<b>Réserves</b>	<b>3 906 397,83</b>	<b>1 327 081,91</b>	<b>194,4</b>
Réserve légale	-	-	
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	
Réserves réglementées	-	-	
Réserves facultatives	3 906 397,83	1 327 081,91	194,4
Autres	-	-	
<b>Report à nouveau</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>178 906,68</b>	<b>2 579 315,92</b>	<b>- 93,1</b>
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>177 967 315,17</b>	<b>186 356 055,24</b>	<b>- 4,5</b>
Provisions réglementées	-	-	
<b>TOTAL I</b>	<b>205 619 430,02</b>	<b>213 829 263,41</b>	<b>- 3,8</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques	167 545,00	35 000,00	378,7
Provisions pour charges	12 689 767,69	13 174 977,12	- 3,7
<b>TOTAL II</b>	<b>12 857 312,69</b>	<b>13 209 977,12</b>	<b>- 2,7</b>

## BILAN PASSIF

	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011	ÉVOLUTION %
<b>DETTES</b>			
<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>34 771,41</b>	<b>3 448,41</b>	<b>908,3</b>
Emprunts obligatoires convertibles	-	-	
Autres emprunts obligatoires	-	-	
Emprunts et dettes des établissements de crédit	-	-	
Emprunts et dettes financières diverses	34 771,41	3 448,41	908,3
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>	<b>4 427 440,27</b>	<b>983 246,55</b>	<b>350,3</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>60 276 639,07</b>	<b>60 072 011,73</b>	<b>0,3</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 718 290,78	16 130 210,74	9,8
Dettes fiscales et sociales	42 558 348,29	43 941 800,99	- 3,1
<b>Dettes hors exploitation</b>	<b>10 265 056,16</b>	<b>8 543 242,13</b>	<b>20,2</b>
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 977 240,86	7 535 128,32	19,1
Autres dettes	1 287 815,30	1 008 113,81	27,7
Instruments de trésorerie			
<b>RÉGULARISATIONS</b>			
Produits constatés d'avance	127 857,98	273 037,00	- 53,2
<b>TOTAL III</b>	<b>75 131 764,89</b>	<b>69 874 985,82</b>	<b>7,5</b>
Écarts de conversion passif (IV)	-	-	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>293 608 507,60</b>	<b>296 914 226,35</b>	<b>- 1,1</b>



## RÉSULTAT

	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011	ÉVOLUTION %
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Ventes de marchandises	9 942,21	12 155,84	- 18,2
Production vendue (biens et services) (a)	23 623 590,77	22 425 543,29	5,3
Montant net du chiffre d'affaires (j)	23 633 532,98	22 437 699,13	5,3
dont à l'exportation	16 892 255,78	16 892 255,78	0,0
Production stockée	0,00	0,00	
Production immobilisée	2 033 323,38	1 051 661,52	93,3
<b>Production de l'exercice</b>	<b>25 666 856,36</b>	<b>23 489 360,65</b>	<b>9,3</b>
dont Consultance (encours compris)	- 7 839,00	24 416 323,66	- 100,0
Subventions d'exploitation	162 536 058,06	166 324 799,83	- 2,3
Reprises sur provisions et amortissements / transferts de charges	2 936 979,21	2 115 904,18	38,8
Autres produits	1 571 657,35	879 603,74	78,7
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>192 711 550,98</b>	<b>192 809 668,40</b>	<b>- 0,1</b>
Achats de marchandises (c)	0,00	0,00	
Variation de stocks (d)	0,00	0,00	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (c)	94 176,44	93 020,36	1,2
Variation de stocks (d)	- 4 033,21	8 456,30	- 147,7
Autres achats et charges externes	6 140 950,41	6 510 584,93	- 5,7
Achats incorporés aux produits	792 528,46	0,00	
<b>Consommations intermédiaires</b>	<b>77 524 449,72</b>	<b>76 576 508,49</b>	<b>1,2</b>
Services extérieurs	70 500 827,62	69 964 446,90	0,8
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Impôts, taxes et versements assimilés	10 041 422,38	9 879 755,79	1,6
Dépenses de personnel	99 296 596,21	99 099 609,40	0,2
Dotations aux amortissements et dépréciations (e)	31 355 211,74	32 506 639,82	- 3,5
Autres charges	1 045 962,99	414 880,38	152,1
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>219 263 643,04</b>	<b>218 477 393,88</b>	<b>0,4</b>
<b>Résultat d'exploitation corrigé de la QP de subvention</b> [pour info]	<b>589 947,81</b>	<b>3 738 148,57</b>	<b>- 84,2</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>- 26 552 092,06</b>	<b>- 25 667 725,48</b>	<b>3,4</b>

## RÉSULTAT

	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011	ÉVOLUTION %
Quotes parts de résultat sur opérations faites en commun			
Bénéfice ou perte transférée III	0,00	0,00	
Perte ou bénéfice transféré IV	0,00	0,00	
Produits financiers de participation (3)	82 125,00	115 933,00	- 29,2
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	9 103,76	11 156,40	- 18,4
Autres intérêts et produits assimilés (3)	90,83	2 513,16	- 96,4
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00	
Différences positives de change	7 616,63	16 563,01	16 563,0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 485,86	108 976,86	- 98,6
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS V</b>	<b>100 422,08</b>	<b>255 142,43</b>	<b>- 60,6</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00	
Intérêts et charges assimilées (4)	922,13	106,36	767,0
Différences négatives de change	17 801,82	7 743,44	129,9
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES VI</b>	<b>18 723,95</b>	<b>7 849,80</b>	<b>138,5</b>
Résultat courant avant impôts corrigé de la QP de subvention	671 645,94	3 985 441,20	- 83,1
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II - III - IV - V - VI)</b>	<b>- 26 470 393,93</b>	<b>- 25 420 432,85</b>	<b>4,1</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion	17 470,57	40 645,54	- 57,0
Sur opérations en capital	27 382 739,87	29 424 575,43	- 6,9
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00	
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS VII</b>	<b>27 400 210,44</b>	<b>29 465 220,97</b>	<b>- 7,0</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	335 262,19	134 076,74	150,1
Sur opérations en capital	378 377,64	1 317 321,46	- 71,3
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00	
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES VIII</b>	<b>713 639,83</b>	<b>1 451 398,20</b>	<b>- 50,8</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>26 686 570,61</b>	<b>28 013 822,77</b>	<b>- 4,7</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)	0,00	0,00	
Impôts sur les bénéfices (X)	37 270,00	14 074,00	164,8
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + V + VII)</b>	<b>220 212 183,50</b>	<b>222 530 031,80</b>	<b>- 1,0</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>220 033 276,82</b>	<b>219 950 715,88</b>	<b>0,0</b>
<b>BÉNÉFICE (+) OU PERTE (-)</b>	<b>178 906,68</b>	<b>2 579 315,92</b>	<b>- 93,1</b>
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>1 639 091,18</b>	<b>4 550 965,08</b>	<b>- 64,0</b>

# Les indicateurs d'activités

## CHAPITRE I : UNE RECHERCHE ET UNE EXPERTISE AU CŒUR DU RÉSEAU DES COMMUNAUTÉS DES SCIENCES MARINES NATIONALES ET EUROPÉENNES ET AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

	OBJECTIFS	INDICATEURS	2012
1	Favoriser une meilleure structuration de la recherche marine française	1. Part des publications de l'Alliance pour les sciences de l'environnement dans la production scientifique nationale, européenne et mondiale en océanographie (dont Ifremer) (LOLF P187)	Publications Ifremer* 438 Part Alliance Nat : 82,4 % (10,5 %) Europe : 14 % (1,8 %) Int : 5,2 % (0,7 %)
		2. Cartographie des publications Ifremer associant des partenaires français et taux de co-publications Part des co-publications avec les opérateurs du P187	307, soit 70 %  55, soit 12,5 %
		3. Nombre moyen de citations à trois ans des publications Ifremer (LOLF P187)	1 043 Indice 2,28
2	Être moteur de la politique des sciences marines en Europe	4. Nombre de projets européens et taux de succès des propositions au PCRD (LOLF P187)	25 40 %
		5. Taux de coordination de projets européens (LOLF P187)	20 %
		6. Taux de co-publications avec des partenaires européens (LOLF P187)	134, soit 31 %
3	Développer une coopération internationale ciblée et renforcer l'action en mer Méditerranée	7. Cartographie des co-publications internationales (dont co-publications avec États-Unis, Canada, Russie, Japon, Brésil, Chine et pays méditerranéens et co-publications avec les pays du Sud, LOLF P187)	147, soit 33,5 %  56, soit 12,8 %
4	Optimiser les liens entre la recherche publique et privée	8. Part des contrats avec des entreprises dans les ressources totales (LOLF P187)	6,95 %
		9. Nombre de contractants du secteur privé	299
5	Mettre la recherche et l'expertise nationales davantage à l'écoute des besoins de la société et des pouvoirs publics	10. Communications scientifiques et technologiques en réunions professionnelles	→ 1 000
		11. Nombre d'ETP annuels mobilisés en réponse à des commandes publiques de données, expertises et avis	361
		12. Nombre d'avis et d'expertises publiés en réponse à une commande publique formalisée (LOLF P187)	263
		13. Niveau de satisfaction des demandeurs d'expertise	cf. indicateur 23 pour l'halieutique
6	Professionnaliser l'activité de transfert technologique	14. Produit des redevances / dépenses externes de dépôt de brevets et licences (LOLF P187)	4,56 937 871/ 20 482
7	Sensibiliser et inciter les équipes scientifiques à devenir davantage acteurs de la valorisation	15. Nombre de brevets et logiciels en portefeuille (LOLF P187)	54 brevets + 21 logiciels
		16. Nombre de licences/nombre de brevets	35/54

(\*) Les indicateurs 1, 2, 6, 7, 17,18, 19, 21, 24,28, 29, 35, 39 sont issus des publications éditées en 2012 et non pas enregistrées dans le WOS en 2012.

## CHAPITRE 2 : UNE PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE À L'APPUI DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

	OBJECTIFS	INDICATEURS	2012
8	Mieux connaître la circulation océanique pour enrichir le diagnostic du changement global	17. Nombre de publications	104
9	Connaître, caractériser la biodiversité marine pour mieux la préserver	18. Nombre de publications	63
10	Développer la connaissance et la valorisation des ressources biologiques par les biotechnologies et la bioprospection	19. Nombre de publications	54
		20. Nombre de brevets	28
11	Contribuer à une pêche et une aquaculture durables	21. Nombre de publications	154
		22. Nombre de rapports	159
		23. Niveau de satisfaction des demandeurs d'expertise halieutique et aquacole	98 %
12	Favoriser une exploitation durable des ressources minérales et énergétiques	24. Nombre de publications	66
		25. Nombre de rapports	151
13	Développer une stratégie de surveillance globale, intégrant le domaine hauturier et la zone côtière, pour répondre aux enjeux internationaux et européens	26. Nombre d'avis et expertises exploitant la surveillance	255
		27. Nombre de rapports	348
		28. Nombre de publications	89
14	Concevoir et mettre en place un système national de prévision environnementale de l'évolution des milieux côtiers	29. Nombre de publications	38
		30. Nombre de rapports	68
		31. Nombre d'utilisateurs professionnels des services d'océanographie opérationnelle	58 (Prévimer) 162
15	Mettre en œuvre une stratégie nationale et européenne des bases de données marines	32. Nombre de consultations de bases de données marines en ligne	1 143 256
16	Promouvoir une capacité partagée d'innovation technologique	33. Nombre de systèmes instrumentaux achevés ou transférés	IMN/NSE : 13 IMN/SM : 10

## CHAPITRE 3 : UNE MOBILISATION SUR LES ENJEUX DE L'OUTRE-MER

	OBJECTIFS	INDICATEURS	2012
17	Favoriser le développement socio-économique des ROM-POM par un appui scientifique aux filières locales	34. Communications scientifiques et technologiques en réunions professionnelles	58
18	Enrichir la connaissance scientifique des milieux tropicaux	35. Nombre de publications	31
		36. Nombre de rapports	30
19	Poursuivre et développer les activités d'observation et de surveillance en réponse à des demandes régaliennes	37. Volumétrie des bases de données de surveillance littorale, aquacole et halieutique, acquises outre-mer	244 195

(3) Les unités techniques et opérationnelles, non évaluées par l'Aeres, ne l'ont pas été non plus par l'Ifremer en 2009 ni en 2010.

(4) cumulé sur quatre ans

Remarque : les définitions des indicateurs 1, 3, 32, 56 et 57 ont été modifiées par rapport aux intitulés de l'annexe 2 du contrat quadriennal. En effet :

- L'alliance pour les sciences de la mer n'a pas vu le jour.

- L'OST a retenu le calcul sur trois ans de l'indice de citation.

- Le nombre de consultations des sites internet est un meilleur indicateur de leur fréquentation que le nombre d'extractions, dont le dénombrement pose en outre problème.

- L'assiette des taux de renouvellement des certifications et d'évaluation est trop variable pour que ces taux soient comparables d'une année à l'autre. On a retenu le dénombrement.

## CHAPITRE 4 : UNE FLOTTE OCÉANOGRAPHIQUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLORATION MARINES

	OBJECTIFS	INDICATEURS	2012
20	Poursuivre l'intégration de la flotte en Europe et au niveau national	38. Nombre de chercheurs embarqués (français et étrangers, dont d'autres pays européens)	419
		39. Nombre de publications exploitant des données issues de campagnes à la mer	126
		40. Nombre de jours d'activité scientifique de la flotte hauturière, incluant le service public, les campagnes sur appel d'offres et les partenariats	764
21	Optimiser le fonctionnement et l'équipement de la flotte	41. Jours d'armement de la flotte hauturière	1 128
		42. Ratio d'activité flotte hauturière/jours potentiels	70 %
		43. Jours d'armement de la flotte côtière	848
		44. Ratio d'activité flotte côtière/jours potentiels	50 %

## CHAPITRE 5 : UN FONCTIONNEMENT PERFORMANT

	OBJECTIFS	INDICATEURS	2012
22	Développer la capacité à attirer, intégrer et fidéliser des collaborateurs de valeur	45. Proportion de collaborateurs, y compris français, recrutés hors de France (selon conditions d'éligibilité aux bourses Marie Curie)	
		46. Nombre de salariés disposant d'une habilitation à diriger des recherches	72
23	Renforcer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	Signature d'un accord (jalon)	
24	Favoriser la mobilité externe et développer la capacité d'accueil	47. Nombre de doctorants (dont étrangers)	268 (73)
		48. Nombre de post-doctorants (dont étrangers)	77 (12)
		49. Nombre de salariés Ifremer en mobilité externe supérieure à deux mois, dont à l'étranger	↗
		50. Nombre de visiteurs accueillis pour des durées supérieures à deux mois, dont chercheurs étrangers	
25	Créer les instruments de la reconnaissance de la performance individuelle et collective	Avancement de la démarche (jalons)	
26	Développer une vision pluriannuelle du financement pour répondre aux objectifs de la programmation scientifique	51. Pourcentage de ressources contractuelles (LOLF P187) Production de plans pluriannuels (jalon)	26,88 %
27	Amplifier la modernisation de la gestion financière de l'établissement en apportant un soutien renforcé aux scientifiques en terme de gestion	Certification annuelle des comptes	obtenue
28	Réaffirmer les ambitions et le positionnement de l'Ifremer	52. Nombre de citations dans les médias	3 520
		53. Fréquentation mensuelle des sites internet de l'Ifremer	5 724 795
29	Permettre au plus grand nombre de comprendre les travaux de l'Ifremer et de se les approprier	54. Nombre d'actions de communication	1 153
30	Réaliser le plan de progrès développement durable de l'Ifremer	55. Indicateur composite du MEEDDM (fluides, énergie, visioconférence, etc.)	↘ <sup>(3)</sup>
31	Viser la certification qualité de l'ensemble de l'Ifremer	56. Nombre de renouvellement des certifications obtenues	100 %
32	Intégrer l'évaluation dans le fonctionnement de l'organisme, à tous les niveaux de management	57. Nombre d'évaluation des unités de l'Ifremer	10 unités (Aeres)
		58. Nombre d'experts externes sollicités pour l'évaluation	58 pour les unités 9 pour l'établissement

# Les conseils et comités

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration de l'Ifremer, élus pour cinq ans, sont les suivants : (décret nomination membres du CA : 4/05/2010) (décret nomination PDG : 3 juin 2010 - JO n° du 4 juin 2010).

### PRÉSIDENT

Jean-Yves PERROT

**Président-directeur général de l'Ifremer**

### MEMBRES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT

Élisabeth VERGÈS

Suppléant : Bernard COMMERE

**Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Direction générale pour la recherche et de l'innovation**

Claire HUBERT

Suppléant : Jean-Loup PETIT

**Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Direction de la recherche et de l'innovation**

Christophe CHASSANDE

Suppléante : Marie-Bénédicte PEYRAT

**Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie**

Contre-amiral Frédéric JUBELIN

Suppléant : Philippe MINON

**Ministère de la Défense**

François POUGET

**Ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur**

Yves ROBIN

Suppléant : Claude MARCHAND

**Ministère du Redressement productif**

Pascal LE DEUNFF

Suppléante : Mona DEBBOUN BOUSSEDRA

**Ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la mondialisation**

Laurent ROY

Suppléante : Agnès VINCE

**Directeur de l'Eau et de la Biodiversité, ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie**

### MEMBRES CHOISIS POUR LEURS COMPÉTENCES DANS LES DOMAINES PROCHES DE CEUX DE L'IFREMER

Goulven BREST

Comité national de la conchyliculture, Paris

Alain GOULOIS

Total S.A. EP/SCR, Direction Stratégie Croissance Recherche, Pau

François JACQ

Météo-France, Saint-Mandé

Pierre-Georges DACHICOURT

Charles BRAINE

### REPRÉSENTANTS ÉLUS DU PERSONNEL

Raoul GABELLEC, Larissa HAUGARREAU, Jean-Claude MASSON, Loïc PETIT DE LA VILLEON, Carla SCALABRIN, Jean TOURNADRE, Cathy TREGUIER

### MEMBRE AVEC VOIX CONSULTATIVE

Pascale DELECLUSE

présidente du Comité scientifique de l'Ifremer Météo-France

### REPRÉSENTANTE DU MINISTRE CHARGÉ DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Marie-Pierre CAMPO

Chargée de mission Mer, Degeom/SPP/DPARM ,  
Délégation générale à l'Outre-mer

### COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Christine COSTE

DGRI, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

### CONTRÔLE GÉNÉRAL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Brigitte KLEIN

Mission « Écologie et Développement durable »

### AGENT COMPTABLE PRINCIPAL IFREMER

Orlando COLONNEAUX

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA MER

Michel AYMERIC

Contre-amiral Patrick CHEVALLEREAU  
Secrétaire général adjoint de la Mer

### SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE

Christine CHOPIN

## LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le comité scientifique, dont le secrétariat est depuis la réorganisation assuré par la Direction scientifique, a fait l'objet de quelques aménagements dans ses méthodes de travail, visant notamment à la formalisation de leurs recommandations et à la création de liens plus étroits avec le Conseil d'administration de l'Ifremer.

Deux documents de référence ont ainsi été produits, autour des biotechnologies et de l'océanographie côtière opérationnelle.

Le comité scientifique a examiné les avancées de la démarche stratégique, ainsi que l'appréciation de l'Aeres sur les bilans et projets des unités évaluées à l'automne 2012.

À l'occasion du renouvellement de la composition de ses membres, une réflexion a été engagée pour une meilleure représentativité des disciplines clés de l'Ifremer et des principaux organismes partenaires et une affirmation du rôle attendu du comité scientifique.

### **Pascale DELECLUSE,**

présidente du comité scientifique  
Météo France, Centre national de recherches météorologiques

### **Jean-Marie BECKERS**

GHER-AGO, Université de Liège

### **Gilles BŒUF**

Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN), Paris

### **Miquel CANALS-ARTIGAS**

Université de Barcelone

### **Loïc CHARPY, IRD**

**Françoise GAILL**, Institut Écologie et Environnement (INEE), Paris

### **Serge GARCIA**

### **Véronique GARCON**

Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (Legos), Toulouse

### **Jacqueline LECOURTIER**

Ex-directeur général de l'ANR

### **Didier MAZEL, Institut Pasteur**

### **Yves MOREL, OMP/Legos, Toulouse**

### **Patrick POINT**

Gretha Environnement, Groupe de recherche en économie théorique et appliquée, Bordeaux

### **REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL (ÉLUS EN JUIN 2012)**

Titulaires : **Marie-Édith BOUHIER,**  
**Jean-François PÉPIN, Raymond KAAS**

Suppléants : Karine OLU-LE ROY,  
Franck COPPIN, Catherine DREANNO

### **INVITÉS PERMANENTS REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES**

#### **Bernard DREYFUS**

Suppléant : Thomas CHANGEUX  
Direction générale déléguée à la science (DGDS), département Environnement et Ressources (DER), Marseille

#### **Pol GUENNOC**

BRGM, Orléans

#### **Yves FRENOT**

Institut Paul-Émile Victor, Plouzané

#### **Jean-François STÉPHAN**

Suppléant : Jean-Marie FLAUD  
CNRS/INSU, Paris

#### **Edwige QUILLET**

Unité de génétique des poissons, INRA, Jouy-en-Josas

#### **Pierre TOULHOAT**

Ineris

### **MEMBRES PERMANENTS**

**Jean-Yves PERROT**, président-directeur général

**Patrick VINCENT**, directeur général délégué

**Maurice HÉRAL**, conseiller auprès du président-directeur général

**Franck BERTHAULT**, directeur des ressources humaines

**Pascale PESSEY-MARTINEAU**, directrice de l'Information scientifique, de la Médiation, de la Communication et des Relations institutionnelles

**Marie-Hélène TUSSEAU-VUILLEMIN**, directrice scientifique, secrétariat scientifique du comité

## LE COMITÉ TECHNIQUE ET INDUSTRIEL

L'Ifremer a relancé en octobre 2012 les travaux de son comité technique et industriel. Ce comité est présidé par une personnalité scientifique reconnue, Jacqueline LECOURTIER, ex-directrice générale de l'ANR, et composé de personnalités issues d'une part d'organismes de recherche et d'autre part du monde académique et du monde socio-économique.

Le CTI est consulté sur les perspectives de développement technologique et industriel dans les domaines maritimes et, à ce titre, il émet des avis sur les orientations des

programmes de recherche et développement technologiques de l'institut, ainsi que les recherches qu'il conviendrait de mener dans les diverses disciplines intéressant les activités industrielles et maritimes. Le CTI est un lieu privilégié d'échanges entre les industriels et l'Ifremer sur les orientations des programmes de recherche et de développement technologiques de l'institut, ainsi que sur les résultats de ces recherches dans une perspective notamment de valorisation économique, au bénéfice de l'institut et des filières professionnelles.

---

### Jacqueline LECOURTIER

Présidente du CTI

### Michel ACCARY

DCNS

### Pierre BALIGUET

Sercel

### Arnaud BOCQUET

Pierre Fabre

### Maurice BOUTÉCA

IFP Énergies Nouvelles

### Stéphane HIS

Technip

### Marie-Christine HUAU

Veolia

### Gérard JACQUIN

INRA

### Bruno JARRY

Académie des Technologies

### Jean-Claude LE BLEIS

NKE

### Fabien NAPOLITANO

Ixblue

### Valérie QUINIOU-RAMUS

Total

### Vincent TRELUT

Eramet

### Dominique VILBOIS

ECA

### Jean-Baptiste De FRANQUEVILLE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

### Didier HOFFSCHIR

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

### MEMBRES PERMANENTS

**J.-Y. PERROT**, président-directeur général

**P. VINCENT**, directeur général délégué

**M.-H. TUSSEAU-VUILLEMIN**, directrice scientifique

**C. CHARONDIÈRE**, directrice du développement, de la valorisation et des partenariats économiques

**A.-M. ALAYSE**, représentante syndicale CGT

**C. CHOPIN**, représentante syndicale CFDT



# Les implantations

## SIÈGE SOCIAL

155 rue Jean-Jacques Rousseau  
92138 Issy-les-Moulineaux Cedex  
Tél. : 01 46 48 21 00  
Fax : 01 46 48 21 21  
[www.ifremer.fr](http://www.ifremer.fr)

## MANCHE-MER DU NORD

**Centre Manche-mer du Nord**  
150 quai Gambetta, B. P. 699  
62321 Boulogne-sur-Mer Cedex  
Tél. : 03 21 99 56 00  
Fax : 03 21 99 56 01  
<http://wwwz.ifremer.fr/manchemerdunord>

## Station de Port-en-Bessin

Avenue du Général de Gaulle, B. P. 32  
14520 Port-en-Bessin  
Tél. : 02 31 51 56 00  
Fax : 02 31 51 56 01

## BRETAGNE

**Centre de Bretagne**  
Z.I. Pointe du Diable - CS 10070  
29280 Plouzané  
Tél. : 02 98 22 40 40  
Fax : 02 98 22 45 45  
[www.ifremer.fr/b](http://www.ifremer.fr/b)

## Station expérimentale d'Argenton

Presqu'île du Vivier  
29840 Argenton-en-Landunvez  
Tél. : 02 98 89 29 40  
Fax : 02 98 89 29 59  
[www.ifremer.fr/implant/argenton.htm](http://www.ifremer.fr/implant/argenton.htm)

## Station de Lorient

8 rue François Toullec  
56100 Lorient  
Tél. : 02 97 87 38 00  
Fax : 02 97 87 38 01

## Cresco Station Ifremer

38 rue du Port-Blanc, B.P. 80108  
35801 Dinard Cedex  
Tél. : 02 23 18 58 58  
Fax : 02 23 18 58 50

## Station de biologie marine

Place de la Croix, B.P. 40537  
29185 Concarneau Cedex  
tél. 02 98 10 42 80  
Fax 02 98 10 42 81

## Station de La Trinité

12 rue des Résistants, B.P. 86  
56470 La Trinité-sur-Mer  
Tél. : 02 97 30 19 19  
Fax : 02 97 30 19 00

## ATLANTIQUE

**Centre Atlantique**  
Rue de l'Île-d'Yeu, B. P. 21105  
44311 Nantes Cedex 03  
Tél. : 02 40 37 40 00  
Fax : 02 40 37 40 01  
<http://wwwz.ifremer.fr/atlantique>

## Station de La Rochelle

Place Gaby Coll, B. P. 7  
17137 L'Houmeau  
Tél. : 05 46 50 94 40  
Fax : 05 46 50 93 79

## Station d'Arcachon

Quai du Commandant-Silhouette  
33120 Arcachon  
Tél. : 05 57 72 29 80  
Fax : 05 57 72 29 99

## Station de Bouin

Polder des Champs  
85230 Bouin  
Tél. : 02 51 68 77 80  
Fax : 02 51 49 34 12

## Station de La Tremblade

Avenue de Mus de Loup  
Ronce-les-Bains  
B. P. 133  
17390 La Tremblade  
Tél. : 05 46 76 26 10  
Fax : 05 46 76 26 11

## Implantation d'Anglet

1 Allée du parc Montaury  
64600 Anglet  
Tel : 02 29 00 85 92  
Fax : 02 29 00 85 52

## MÉDITERRANÉE

**Centre Méditerranée**  
Zone portuaire de Brégailion, CS 20330  
83507 La Seyne-sur-Mer Cedex  
Tél. : 04 94 30 48 00  
Fax : 04 94 30 44 15

## Station de Palavas

Chemin de Maguelone  
34250 Palavas-les-Flots  
Tél. : 04 67 13 04 00  
Fax : 04 67 13 04 58

## Station de Sète

Avenue Jean-Monnet, B. P. 171  
34203 Sète Cedex  
Tél. : 04 99 57 32 00

## Station de Corse

Immeuble Agostini  
SCI Endajola-Pastoreccia  
Z. I. de Bastia-Furiani  
20600 Bastia  
Tél. : 04 95 38 00 24  
Fax : 04 95 38 95 14

## OUTRE-MER

### Centre Ifremer du Pacifique

B. P. 7004  
98179 Taravao  
Polynésie française  
Tél. : 00 689 54 60 00  
Fax : 00 689 54 60 99  
[dir.cop@ifremer.fr](mailto:dir.cop@ifremer.fr)  
<http://wwwz.ifremer.fr/cop>

### Délégation de Guyane

Domaine du Suzini, B. P. 477  
97331 Cayenne  
Guyane française  
Tél. : 00 594 30 22 00  
Fax : 00 594 30 80 31

### Délégation de Saint-Pierre-et-Miquelon

Antenne Ifremer, Quai de l'Alysse  
97500 Saint-Pierre  
Saint-Pierre-et-Miquelon  
Tél. : 05 08 41 30 83  
Fax : 05 08 41 49 36

### Délégation de Nouvelle-Calédonie

- Bureau de Nouméa  
101 promenade Roger Laroque  
B. P. 2059  
98846 Nouméa Cedex

- Station de Saint-Vincent

Baie de Saint-Vincent  
98812 Boulouparis  
Nouvelle-Calédonie  
Tél. : 00 687 28 51 71  
Fax : 00 687 28 78 57

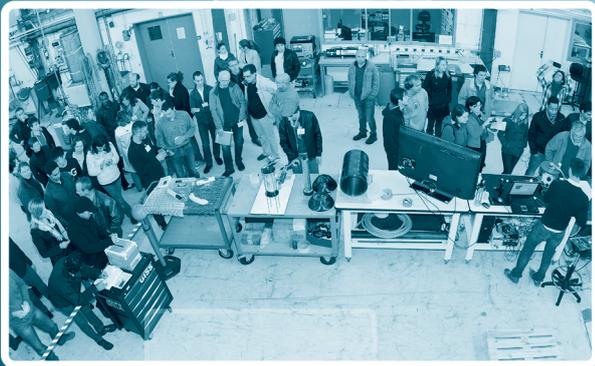
### Délégation des Antilles

79, route de Pointe-Fort  
97231 Le Robert  
Martinique  
Tél. : 05 96 66 19 40  
Fax : 05 96 66 19 41

### Délégation de La Réunion

Rue Jean Bertho, B. P. 60  
97822 Le Port Cedex  
La Réunion  
Tél. : 00 262 42 03 40  
Fax : 00 262 43 36 84





*L'ifremer  
vous révèle  
les océans*



**ifremer**

155, rue Jean-Jacques Rousseau  
92138 Issy-les-Moulineaux Cedex  
Tél. (33) 01 46 48 21 00  
Fax (33) 01 46 48 21 21  
[www.ifremer.fr](http://www.ifremer.fr)